

Bruxelles, le 27 novembre 2020



A l'attention de Monsieur le Premier Ministre
Rue de la Loi 16 – 1000 Bruxelles
contact@premier.be

SPF Chancellerie du Premier Ministre
Rue Ducale 4 - 1000 Bruxelles

Monsieur le Premier Ministre,

Par la présente lettre ouverte, nous vous demandons d'intervenir lors de la prochaine session spéciale de l'ONU consacrée à la pandémie Covid 19, les 3 et 4 décembre prochains, afin d'amener l'ensemble des États, dont la Belgique, à dépasser les intérêts marchands et à soutenir l'appel de l'OMS pour garantir à tous les humains le droit aux vaccins et aux médicaments comme un service public gratuit.

« N'oublions pas qu'aucun d'entre nous n'est en sécurité tant que nous ne le sommes pas tous. » Volkan Bozkir, Président de l'A.G. de l'ONU

La session spéciale doit :

- a) réaffirmer que la santé des personnes, des peuples et des écosystèmes de la Terre sont prioritaires et doivent prévaloir, en cas de conflit, sur les intérêts particuliers et corporatifs, économiques, utilitaires ou marchands et dès lors ;
- b) approuver l'abandon pour la période 2021-2023 de l'application des règles concernant les brevets sur le vivant, en particulier sur l'ensemble des outils médicaux, des médicaments de lutte contre la pandémie Covid-19, y compris les vaccins;
- c) décider la création d'une « Task Force » mondiale, sous l'égide de l'ONU, sur la révision du régime juridico-institutionnel de la propriété intellectuelle à l'ère de l'anthropocène.

Vous trouverez dans les pages annexes :

- Un rétroacte des récents débats tenus à l'ONU
- Une copie de la lettre adressée au Secrétaire général de l'ONU, avec le soutien direct de près de 900 personnes issues de 42 pays
- Un plaidoyer décrivant les enjeux à l'échelle de la planète.

Nous insistons sur le fait que les opinions publiques belges et européennes ont témoigné de leur volonté de voir l'ensemble des peuples dans le monde avoir accès à des soins de qualité pour combattre le virus et les conséquences de la pandémie Covid. Nous allons suivre de près cette session et la contribution belge qui nous l'espérons sera conforme à notre conception du service que nos Etats et l'ensemble des pouvoirs publics ont à rendre à notre humanité en pareilles circonstances, particulièrement en prenant soin des plus fragiles et des plus démunis. En vous remerciant pour l'attention portée à ce courrier et vous assurant de notre volonté de faire aboutir ces résolutions en vue du bien commun public mondial

Nous concluons en nous référant à l'autrice indienne Arundhati Roy : *« Nous devons donner nos aujourd'hui pour les lendemains de notre humanité. »* Et cela nécessite de modifier radicalement les priorités de la finance mondiale.

Pour les Agoras des Habitants de la Terre – en Belgique,

Prof. Riccardo Petrella,
Fondateur des Agoras de l'Humanité
(International)

Mady Ledant
Secrétaire régionale
des Equipes populaires en Brabant wallon

Alain Dangoisse,
Fondateur de Jai Jagat BE/EUR

Pierre Galand,
Sénateur honoraire

Catherine Schlitz,
Référente du projet de Carte d'identité
mondiale

Pietro Pizutti,
Artiste

Alain Adriaens,
Presse indépendante

Christine Pagnoulle
Attacq Liège

Maria Palatine, musicienne,
fondatrice du Harp Center Brussels

Bernard Tirtiaux
Ecrivain et maître verrier

Annexe 1 - Rétroactes des débats au sein de l'ONU

- 1- Plusieurs pays dont l'Afrique du Sud et l'Inde, soutenus par l'OMS, avaient introduit en début de la pandémie de la Covid-19 une demande de convocation d'une session spéciale des Nations Unies sur la lutte contre la Covid-19. Cette proposition fut rejetée par les États-Unis.
- 2- En septembre, lors de l'ouverture de la 75^{ème} session de l'Assemblée générale des Nations Unies, le secrétaire général Antonio Guterres termina son discours par un appel pour que l'accès au vaccin contre la Covid-19 soit considéré comme un service de santé pour tous les humains, un bien public.
- 3- Devant les résistances et le peu d'échos à cet appel, l'Inde et l'Afrique du Sud, soutenus par l'OMS, ont introduit en octobre à l'OMC une proposition pour que celle-ci suspende provisoirement l'application des règles concernant les brevets dans le cadre de la lutte contre la Covid-19.
- 4- Cette demande a été rejetée par les pays où sont localisées les 15 plus grandes entreprises pharmaceutiques détentrices du plus grand nombre de brevets sur le vivant : États-Unis, Union Européenne, Norvège, Grande-Bretagne, Japon, Suisse, Australie.
- 5- Le président de l'Assemblée générale des Nations Unies obtient les feux verts pour convoquer début décembre la 37^{ème} session spéciale dédiée à la Covid-19. C'est un événement important. *« Elle constitue une opportunité unique pour configurer et mettre en œuvre les actions communes, efficaces et coordonnées au plan mondial, de lutte contre la pandémie dans l'intérêt et l'assurance du droit à la vie, à la santé, de tous les habitants de la Terre. Le moment est historique. Il en va du devenir de l'ONU en tant qu'organisation capable de contribuer à une régulation juste et pacifique des affaires mondiales et surtout de la capacité de nos sociétés de donner à la vie une valeur universelle libérée de toute subordination aux "raisons" marchandes, économiques et de puissance. »*

Annexe 2 - Pour un droit universel à la Santé

La question fondamentale est de savoir comment il est possible que, même dans le contexte de l'énorme souffrance humaine et sociale de centaines de millions de personnes dans le monde causée par la pandémie et les conséquences dévastatrices sur le travail, l'économie, le vivre ensemble, nos sociétés restent passives. Comment pouvons-nous accepter comme « naturel » le comportement du président de Pfizer et d'autres sociétés pharmaceutiques intéressées avant tout par leurs profits¹? Et pourquoi, face à une concurrence impitoyable entre multinationales, faussement légitimée par l'impératif de la « *sécurité sanitaire nationale* », continuer à soutenir ces multinationales illégitimes avec des milliards d'euros au lieu de les utiliser pour imposer une politique mondiale commune de santé, des objectifs, des programmes et des actions communes dans l'intérêt de tous ? Pourquoi continuer à faire croire, à tort, que les multinationales privées sont une source d'espoir et de salut pour la santé de la population mondiale ?

Au niveau de l'ONU, il est impératif d'amener le débat sur un point crucial. Il n'est pas inévitable que la politique de santé soit fondée sur l'inégalité et l'injustice et la dualité de la gestion des vaccins et des soins de santé. D'une part, une politique de santé pour les pays et les groupes sociaux riches : ceux-ci doivent dépenser des ressources publiques et privées pour assurer leur sécurité sanitaire en payant les prix du « marché », c'est-à-dire les prix imposés par les entreprises du Nord. D'autre part, la politique de santé pour les pays et les groupes sociaux pauvres : ceux-ci restent structurellement dépendants de l'économie des riches qui, dans un 'esprit d'aide et de charité', se chargent de réunir les fonds nécessaires (voir le rôle de la GAVI et de la CEPI) pour garantir aux populations appauvries un « accès abordable » (mesuré dans l'intérêt des entreprises) aux soins anti-Covid-19. On admet évidemment que la disponibilité puisse se faire avec beaucoup de retard par rapport aux pays riches, et que sa diffusion territoriale soit fortement inégale entre la ville et la campagne et entre les pays.

L'OMS peut être le lieu qui assume la responsabilité générale d'encadrer la conception, le développement, la production et la distribution des vaccins, des diagnostics et des traitements anti-pandémie. Si, comme proposé ces derniers mois par de nombreux États et organisations, les vaccins et médicaments anti-Covid-19 doivent être des biens publics mondiaux, ils ne peuvent pas être « gérés » ni par, ni au bénéfice de ces multinationales. Les États favorables aux « vaccins et médicaments biens publics mondiaux », doivent informer, lors de la Session Spéciale de l'Assemblée générale de l'ONU, les entreprises qui obtiendront l'autorisation de diffuser leur vaccin², qu'ils feront recours à la licence obligatoire, c'est-à-dire à la non-application des règles du brevet concernant la thérapie anti-Covid-19. Le droit universel à la santé est impossible à réaliser dans le cadre du système actuel fondé sur les monopoles privés sur la santé grâce, notamment, aux brevets.

Il faut espérer que la session spéciale de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la pandémie de Covid-19 déblaie le ciel et ouvre la perspective de nouveaux horizons, notamment un pacte mondial pour la santé régie comme un bien et un service public mondial libéré des contraintes de l'appropriation privée et des logiques de rendements financiers. Les huit milliards d'habitants de la Terre ont beaucoup à bénéficier de l'audace des justes.

¹ Référence : <https://plus.lesoir.be/339452/article/2020-11-23/carte-blanche-le-marche-mondial-des-vaccins-potentiels-contre-le-covid-19-peut>

² NOTE : cela ne signifie pas une acceptation d'office du vaccin, surtout pas une vaccination obligatoire.

Annexe 3 - Lettre ouverte au Secrétaire Général de l'ONU sur le vaccin Covid-19

10.09.2020 - Agorà degli Abitanti della Terra

Lettre ouverte au Secrétaire général de l'ONU, promue par l'Agora des peuples de la Terre et signée également par Pressenza.

Monsieur le Secrétaire Général,

Le Conseil Économique et Social de l'ONU a alerté la communauté internationale sur l'aggravation des inégalités entre les populations du monde dans le domaine de la santé, notamment face à la pandémie Covid-19⁽¹⁾. Dès le mois de mai, nombreux ont été les appels et les propositions demandant que la 75^{ème} Assemblée générale de l'ONU affirme que le futur vaccin Covid-19 doit être un bien commun, un bien public mondial, gratuit, droit à la santé de **tous** les êtres humains, primant sur la rentabilité financière et sur la sécurité sanitaire dite « nationale » des populations plus aisées des pays les plus riches⁽²⁾.

Pourtant, à ce jour, les intérêts des plus forts semblent dominer dans les réponses face à la pandémie. Tant que les causes structurelles qui alimentent la primauté des plus forts ne sont pas éliminées, il n'y aura pas d'inversion de route.

Dans le domaine de la santé au niveau mondial, voici les trois causes à éradiquer en priorité :

- le droit d'appropriation privée sur le vivant à but lucratif introduit dans la législation sur la propriété intellectuelle dès 1980 par les États-Unis et confirmé en 1998 par l'Union européenne ;
- les tendances nationalistes xénophobes en matière de sécurité l'emportant sur la responsabilité commune, partagée des peuples et des États en matière de sauvegarde, soin et promotion de la vie de tous les habitant·e·s de la Terre ;
- les mécanismes de la finance mondiale actuelle, notamment la privatisation des activités d'épargne et de crédit qui alimentent la croissance des inégalités de richesse entre les pays. Ces inégalités viennent aussi d'être bien documentées dans un récent rapport de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (UNCTAD⁽³⁾).

Au vu de ce qui précède et connaissant votre engagement personnel en faveur du droit à la vie de tous les habitants de la Terre, nous vous demandons, Monsieur le Secrétaire Général, d'œuvrer à l'occasion de la 75^{ème} Assemblée générale de l'ONU, dans le cadre des compétences et des pouvoirs qui sont les vôtres, en faveur de l'examen et approbation de trois initiatives.

1- Abandonner en 2020 et 2021 la brevetabilité du (des) vaccin(s) contre la Covid-19 à titre privé et à but lucratif et créer une task force mondiale de l'ONU chargée de proposer une révision des règles en vigueur en matière de propriété intellectuelle, en réponse adaptée aux exigences mondiales actuelles. L'objectif est de favoriser la concrétisation d'une conception coopérative et mutualiste de mise en commun, sous la responsabilité politique publique, du bien commun mondial qu'est la connaissance, au service du droit d'accès universel et gratuit aux thérapies contre la Covid-19.

2- Favoriser le lancement d'un programme mondial « Une nouvelle finance pour la santé de tous ». Le programme aurait comme but de promouvoir une forte capacité de production et de collecte de ressources financières autonomes des pays dits « pauvres ». Les instruments appropriés existent : régénération des caisses d'épargne publiques, des instituts de crédit publics, des sociétés d'assurance publiques surtout à l'échelle internationale par des accords de coopération étroite Sud-Sud ; une Banque mondiale transformée graduellement en une « caisse de dépôts et de consignations » mondiale ; interdiction des produits dérivés et des fonds spéculatifs dans les domaines concernés par la santé ; élimination des paradis fiscaux et nouvelle fiscalité sur les fortunes, comme proposé par le groupe des 83 « Millionnaires au nom de l'Humanité ». L'augmentation des capacités autonomes locales est fondamentale notamment dans les domaines d'activités qui concernant les biens communs et publics essentiels pour la vie (tels que l'eau, l'alimentation, l'énergie, le logement et l'éducation).

3- Mettre en place un groupe de travail chargé de formuler des propositions en vue de la création d'un Conseil de Sécurité des biens communs et publics mondiaux (pour commencer : eau, santé, connaissances). Le Conseil aurait une triple fonction :

a) alerte/tour de guet (observation, anticipation, de détections des émergences, évaluation à court et à long terme...);

b) initiative (rédaction de dossiers à l'adresse des autorités publiques de tutelle, propositions de débats et consultations publiques des citoyens, propositions d'interventions législatives...);

c) contrôle et propositions de mesures de sanction (en cas de non-respect des consignes de sécurité établie par les autorités publiques mondiales).

Vaccin(s), finance et sécurité, voici, Monsieur le Secrétaire Général, les trois axes de nos propositions.

Nous vous remercions vivement de votre aimable attention, dans l'espoir que les propositions feront l'objet de votre bienveillante considération dans le cadre de vos engagements en faveur d'une politique de la santé mondiale commune, publique et juste.

Nous vous prions, Monsieur le Secrétaire Général, de croire à l'expression de nos sentiments les plus distingués.

Agora des Habitants de la Terre

Notes

(1) Rapport publié le 17 juillet 2020 par l'ECOSOC High Level Segment: « Multilateralism after COVID-19: what kind of UN do we need at the 75th anniversary? ».

(2) Citons la déclaration de dizaines de chefs d'État et de gouvernements à l'initiative du président de l'Afrique du Sud, les appels de centaines de personnalités prestigieuses du monde de la science, de l'économie et de la culture, du Pape François, Oxfam, Médecins sans Frontières et d'autres ONG, y compris notre petite organisation « Agora des Habitants de la Terre ».

(3) Propositions : https://www.southsouth-galaxy.org/wp-content/uploads/2020/08/gdsinf2020d4_en-1.pdf

176 signatures (par ordre alphabétique) de 33 pays :

Dalia **Acosta**, Journalist (Cuba)* • Alain **Adriaens**, Ecologist, Former Member of Brussels Parliament (Belgium) • Vittorio **Agnoletto**, Ass.Prof. Globalisation and Health, Milan Univ.(Italy)* • Mateo **Alaluf**, Emeritus Professor, Free University of Brussels • ULB (Belgium)* • Flaviana **Alves Barbosa**, President SINDSAUDE (Brazil) • Michel **Aragno**, Biologist, Emeritus Professor, Univ.of Neuchatel (Switzerland) • Marcos P **Arruda**, Economist, Educator (Brazil) • Ferando **Ayala**, Former Diplomat (Chile) • Said **Ayachi**, Pres. Algerian C.tee of Solidarity with Sahraoui People (Algeria)* • Alessane **Ba**, Dir. Centre Hum.de Métiers de la Pharmacie (France) • Guido **Barbera**, Pres.NGO CIPSI, (Italy) • Marcelo **Barros**, Benedictine Monk (Brazil) • Piero **Basso**, NGO "Costituzione Beni Comuni" (Italy)* • Brita **Bastogi**, Comtesse (Denmark)* • Nadia **Batok**, International Relations, (Macedonia & Italy) • Liberato **Bautista**, Pres. NGO Committee of United Nations (Philippines) • Fadi **Benaddi**, Prés.Institut européen de la Culture Arabe, Brussel, s (Belgium)* • Paolo **Bertagnolli**, Former president"Centro Pace Bolzano" (Italy) • Yves **Berthelot**, Former Président, OMCT (France)* • Fabian **Biciré**, Professor, National University of Rosario, UNR (Argentina) • Marc **Bontemps**, Former Director, Oxfam-Wereldwinkels (Belgium)* • Menotti **Bottazzi**, Activist, International Solidarity (France)* • Giovanni **Brandimante**, Public Health and Human Rights (Italy) • Jacques **Brodeur**, Pres. NGO "Education à la Paix"(CND-Québec) • Francis **Carlier**, Ligue de Sainte-Walburge (Belgium) • Cecilia **Capanna**, Director, Othernews (Italy) • Joao **Caraca**, President, University of Coimbra (Portugal) • Beranrd **Cassen**, Former Dir. Gén, Le monde diplomatique (France) • Manuel de la Iglesia **Caruncho**, Journalist and writer (Spain) • Albert **Carton**, Trade Unionist (Belgium)* • Marcos **Carvalho**, Psychologist (Brazil) • Sergio & Clara **Castioni**. Librarians (Italy) • Luca **Cecchi**, Retail Trader (Italy) • Monique **Cerisier**

ben Guiga, Honorary Senator ([France](#))* • **Roberto Colombo**, Mayor, Canegrate-Milan ([Italy](#)) • **Francesco Comina**, Journalist, Bolzano Theatre ([Italy](#)) • **Edgardo Condeza Vaccaro**, Pres. NGO "Mov Consulta y Derechos" ([Chile](#)) • **Robin Correa**, Member of associations ([France](#)) • **Alain Dangoisse**, Dir. Maison du développement, Cath. Univ. Louvain ([Belgium](#)) • **Ina Darmstaedter**, International Berliner Peace Festival ([Germany](#)) • **Virgilio Dastoli**, Pres. European Movement ([Italy](#)) • **Éric David**, Emeritus Professor, Free University of Brussels ([Belgium](#))* • **Edwin de Boevé**, Director, Dynamo International ([Belgium](#))* • **Véronique Dekeyser**, Hon. Member of the European Parliament ([Belgium](#))* • **Jean-Marc Delgery**, Director "Communauté Emmaus" Sète ([France](#)) • **Fabrice Delvaux**, Environmental Education Projects ([Belgium](#)) • **Pierre de Maret**, Emeritus Rector, ULB ([Belgium](#))* • **Armando De Negri**, Physician, UN Human Rights Committee ([Brazil](#)) • **Jonathan Félix de Souza**, Teacher, Cand. PhD PUC Minas ([Brazil](#)) • **Boaventura de Sousa Santos**, Prof. Univ. of Yale and Coimbra ([Portugal](#))* • **Ulrich Duchrow**, Professor, University of Heidelberg ([Germany](#)) • **J-M Ducomte**, Prof. univ. Toulouse, Hon Pres "Ligue Enseignement" ([France](#))* • **Ian Dunlop**, Ecologist ([Australia](#))* • **Bernard Duterme**, Director, CETRI • Centre tricontinental, ([Belgium](#))* • **Amoud Emmanuel**, Peasants organisation AMT/WAFA ([Camerun](#)) • **Henri Eisendrath**, Emeritus Professor, Vrije Universiteit Brussels ([Belgium](#))* • **Yvon Englert**, Rector, Free University of Brussels -ULB ([Belgium](#))* • **Anibal Faccendini**, Dir."Catedra del Agua", Nat.Univ. of Rosario ([Argentina](#)) • **Gianfranco Fattorini**, Former Co-president of MRAP ([France](#))* • **Adriana Fernandez**, Writer ([Chile](#)) • **Norma Fernandez**, Communicator, World Social Forum ([Argentina](#)) • **Reinaldo Figueredo**, Former Minister of the Presidency ([Venezuela](#)) • **Alfio Foti**, President NGO "Altra Storia" ([Italy](#)) • **Laura Furcic**, Writer ([Venezuela](#)) • **Pierre Galand**, Former Senator, Head of several NGOs Human Rights ([Belgium](#)) • **Jean-Claude Garrot**, Journalist ([Belgium](#)) • **Enrico Garzaroli**, Hotelier ([Bahamas](#))* • **Lilia Ghanem**, Anthropologist, Chief Editor "Badael" ([Lebanon](#)) • **Louis Giot**, Artist Painter, ancient deported worker ([Belgium](#))* • **Philippe Giroul**, Environmental Activist anti Nuclear ([CND-Québec](#)) • **José Gotovitch**, Honorary Professor, Free University of Brussels ULB ([Belgium](#))* • **Gwenaelle Grovonius**, Member of Parliament, ([Belgium](#))* • **Habib Guiza**, Secr. Gén. Conf. Générale Tunisienne du Travail, ([Tunisia](#))* • **Abdel Karim Hanbachi**, Lecturer Arab Literature, Univ of Enna ([Italy](#)) • **Phil Harris**, Editor ([Scotland](#)) • **Christiane Hessel**, Human Rights Activist ([France](#))* • **Thomas Hilker**, Social activist ([Germany](#))* • **Mushahid Hussain**, Senator ([Pakistan](#))* • **Serge Hustache**, Member of the Parliament ([Belgium](#))* • **Luis Infanti de la Mora**, Catholic Bishop, Aysen, Patagonia ([Chile](#)) • **Pierre Jasmin**, Artist for Peace ([CND-Québec](#)) • **Homeyra Jazairy**, Activist Human Rights ([France](#)) • **Patrick Jonniaux**, Journalist ([Belgium](#)) • **Habib Kazdaghli**, Professor of history, University de Manouba ([Tunisia](#)) • **Fatoumata Kane Ki-Zerbo**, Writer ([Senegal](#) & [Burkina Faso](#)) • **Branislav Kocic**, Writer ([Serbia](#)) • **Nicolas Labajos**, Communication Specialist, Social organisation ([Chile](#)) • **La Boisselière**, A socio-political Forum (L.& M.[Grinceau](#), Ph. [Veniel](#)) ([France](#)) • **David Lallemant**, Communication Specialist, Children Rights ([Belgium](#)) • **Gianni La Torre**, Former Rector, University of Calabria ([Italy](#)) • **Mady Ledant**, Szecr. Reg. NGO "Equipes Populaires", Nivelles ([Belgium](#)) • **Danielle Lefèvre**, Journalist ([Belgium](#))* • **Jim Lobe**, Journalist ([USA](#))* • **Michele Loporcaro**, Farmer, NGO "Acqua bene comune"([Italy](#)) • **Flavio Lotti**, General Coordinator, National Tavola della Pace ([Italy](#)) • **Carminda Mac Lorin**, Dir.Gen NGO Katalizo, Montreal Univ ([CND](#) & [Colombia](#)) • **Victoria Malvar**, Philologist ([Spain](#)) • **Eliane Mandine**, NGO "Médicament Bien Commun" ([France](#)) • **Gustave Massiah**, international Council, World Social Forum ([France](#))* • **Christine Mahy**, Secr Gen, Wallonian Network against Poverty ([Belgium](#))* • **Roberto Massari**, Publisher ([Italy](#)) • **Federico Mayor**, Former Director General UNESCO ([Spain](#)) • **Alessandro Mazzer**, Industrial manager ([Spain](#)) • **Sarah Melsens**, Platform on Health and Solidarity + Eur.Network. Against Privatization of Health and Social Protection ([Belgium](#)) • **Maria Grazia Meriggi**, Professor, University of Bergamo ([Italy](#))* • **Jean-Louis Mignot**, Honorary Ambassador ([Belgium](#))* • **Luis Moita**, Univ. Prof. Permanent Peoples Tribunal, CIDAC founder ([Portugal](#))* • **Monastero del Bene Comune**, (Paola **Libanti**, Silvano **Nicoletto**), ([Italy](#)) • **Loretta Moramarco**, Lawyer, NGO "Acqua bene commune" ([Italy](#)) • **Maurizio Montalto**, Lawyer, Former pres. Water Public Enterprise Naples ([Italy](#)) • **Anne Morelli**, Honorary professor, ULB ([Belgium](#)) • **Vanni Morocutti**, on behalf of "Communauté La Poudrière" ([Belgium](#)) • **Said Mourtada**, Scientific Officer, Vulcania ([France](#)) • **Simon Moutquin**, Member of Parliament ([Belgium](#)) • **Roberto Musacchio**, former Member of European Parliament, ([Italy](#)) • **Chandran Nair**, Global Institute of Communication ([India](#))* • **Marinella Nasoni**, Retired Trade Unionist ([Italy](#)) • **Christine Pagnouille**, NGO ATTAC -Liège ([Belgium](#)) • **Maria Palatine**, Harpist, Singer, Composer ([Germany](#)) • **Xavier Patti**, Male Nurse, Medical House ([Belgium](#)) • **Alfonso Pecoraro Scanio**, Former Minister for Environment ([Italy](#)) • **Tonino Perna**, Professor, Univ. of Messina ([Italy](#)) • **Emma Pernia**, Research Trade Union, Ispra ([Italy](#)) • **Christiane Perregaux-Loup**, Honorary Professor, University of Geneva ([CH](#))* • **Nicola Perrone**, Press Officer "Solidarietà Internazionale", NGO "CIPSI" ([Italy](#)) • **Riccardo Petrella**, Emeritus Professor, Catholic Univ. of Louvain -UCL ([Belgium](#)) • **Christophe Pettiti**, Secr.Gen.Institut droits de l'homme, Barreau Paris ([France](#))* •

Tony **Phillips**, Writer (Ireland) • Luc **Pilmeyer**, Artist, (Belgium) • Carol **Pinto-Aguero**, Ass.of Chilean Specialists in Foreign Affairs (Chile) • Pietro **Pizzuti**, Commediographer, Actor, Poet (Belgium) – **Pressenza**, International Press Agency for Peace and Nonviolence (Int.) • Jean-Yves **Proulx**, Activist, Citizens Democracy and Education (CND-Québec) • Gianluigi **Quentin**, Diplomat (Italy)* • Puthan V. **Rajagopal**, Founder and president of Jai Jakat 2020 (India) • Júlia Diniz **Rena**, Information technology, (Brazil) • Luiz Carlos C **B Rena**, Teacher, Social Psychology and Social Education (Brazil) • Ricardo **Rias**, Journalist (France) • Diego Pereira **Rios**, Professor, Cand. PhD, Univ. of Montevideo, (Uruguay) • Arsenio **Rodriguez**, Ecologist (Puertorico) • Anne **Rondelet**, Comparative literature (Belgium) • Paul **Sailz**, Entrepreneur (France) • Marc **Sapir**, Retired, European Trade Union Institute (Belgium)* • Lucie **Sauvé**, Professor, Univ. of Québec in Montréal/UQAM (CND-Québec) • Roberto **Savio**, Journalist, President “OtherNews” (Italy) • Catherine **Schlitz**, Prés. Présence et Action Culturelles, Angleur (Belgium) • Françoise **Schein**, Artist, Acad. Royale Sciences, Arts et Lettres (Belgium) • Tobia **Schnebli**, Parti du Travail (Switzerland) • Patrizia **Sentinelli**, Former Deputy Minister Foreign Affairs (Italy) • Danny **Singoma**, Dir.Gen. NGO CENADEP (D.R. of Congo)* • Oliviero **Sorbini**, Ecologist (Italy) • Daniel **Sotiaux**, Président Fondation Henri La Fontaine (Belgium)* • Nestor **Streel**, Université du 3^{ème} Âge, Jupille (Belgium) • Sarah **Suzan**, Physiotherapist (Brazil) • Bernard **Tirtiaux**, Artist, Writer (Belgium) • Gianni **Tognoni**, Physician, Secr Gen Permanent People’s Tribunal (Italy)* • Eric **Toussaint**, Dr Political Science, Universities of Liège and Paris VIII (Belgium)* • Hélène **Tremblay**, Writer, Researcher, Photographer (CND-Québec) • Mokhtar **Trifi** .Former President TLHR, V.President OMCT (Tunisia)* • Olivier **Turquet**, Journalist, Teacher (Italy) • Ryz **Tyb**, Media’s activist (South Africa)* • **Università della Terza Eta**, (G.**Petrella Tirone**, Lia **Roberto**, teachers) (Italy) • **Université du Bien Commun** (C.**Bertelli**, C.**Dehove**, C.**Ducrey**, JP.**Derumier**, G.**Yovan**) (France) • Felipe Van **Keirsbilck**, Secr. Gen. Conf. Nat. des Employés (Belgium) • Antonio **Vergara**, Journalist (Italy) • Rodrigo **Vergara**, Entrepreneur (Chile)* • José **Vermandere**, Trade Unionist (Belgium) • Marco **Vianello-Chiodo**, Diplomat (Italy) • Moema **Viezza**, Sociologist (Brazil) • Emanuele **Villa**, Director, NGO “Scuola Politica” (Italy) • Mariangela **Villa**, President NGO “Costituzione Beni Comuni” (Italy)* • Arlindo **Villaschi**, Economist (Brazil) • Karine **Watelet**, Journalist (Belgium) • Jean-Pierre **Wauquier**, Physician, president NGO “H²O” (France) • Genevieve **Young**, Author (Canada) • Peter **Zangl**, Directors Board, OMCT Europe (Germany)* • Jean **Ziegler**, Emeritus Professor, UN Council on Human Rights (Switzerland)*

(*) Not members of “ Agora